

CIBLE

PEAD

Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) permet de distribuer une aide alimentaire à plus de 13 millions de personnes dans l'Union européenne – surtout la Pologne, l'Italie et la France. C'est un palliatif, qui souligne le renoncement des États à mener des politiques sociales selon la dynamique de l'après-guerre. Mais c'est pour le moment un secours indispensable.

Pourtant, la Commission européenne veut qu'en 2012 les dépenses du PEAD soit réduites de 76 % - et même de 80 % pour la France. Les associations caritatives se sont mobilisées pour empêcher que le nombre des repas servis baisse de façon catastrophique mais, le 20 septembre, les États-membres de l'Union n'ont pas pu trouver un accord.

Il ne suffit pas de dénoncer les décisions abjectes de la Commission européenne : il faut passer à la contre-attaque et prendre au mot les eurocrates. Puisqu'ils veulent de la rigueur, qu'ils commencent par se l'appliquer à eux-mêmes. Des milliards sont perdus chaque année en dépenses de luxe et en financements absurdes : par pétitions et manifestations de rue, il faut exiger une commission d'enquête.

CRISE GLOBALE

Effondrement d'un système

Idées

**Jean-Claude
Michéa**

p. 9

Entretien

**Avec le
prince Jean**

p. 6-7

Pinochet, le retour

Pris de boisson, le colonel Sponz propose à Nicolas Doze, l'ultra-libéral chroniqueur de BFM-TV, son expertise militaire pour le contrôle des rues d'Athènes et d'autres capitales rebelles à la logique de l'euro.

Ce qui est formidable chez Nicolas Doze, c'est qu'il dit tout haut la vérité de l'ultra-libéralisme que tant d'autres pensent tout bas. Quand les oligarques murmurent que les parlementaires sont des bavards qui font perdre du temps, Nicolas Doze n'hésite pas à radicaliser le propos.

Pour la France, le chroniqueur de BFM-TV se contente de préconiser la mise à plat de la protection sociale - autrement dit son aplatissement. Mais pour la Grèce, la solution est beaucoup plus radicale. Elle est le résultat du raisonnement paniqué qui a été présenté aux téléspectateurs le mardi 13 septembre (1).

Ce jour-là, les Bourses chutent et Nicolas Doze est consterné : « Il est certain que la confiance dans l'euro est vraiment très mal en point. C'est symptôme que la Chine dise

qu'elle a confiance dans l'euro ! C'est pas la confiance dans l'euro qu'il faut rétablir, c'est la confiance dans le dernier rempart qui nous reste : c'est Jean-Claude Trichet, c'est la BCE ». Et de se lamenter sur le départ de Jürgen Starck, chef économiste de la Banque, qui pourrait empêcher l'utilisation du filet de sécurité. Alors ? La solution sera politique car personne ne veut des euro-obligations : « le fédéralisme à l'américaine n'existera pas en Europe », observe finement Nicolas Droze avant de nous conduire par étapes au cœur de son raisonnement :

a) la sortie de l'euro « est techniquement impossible », « elle n'est pas prévue », c'est « une autoroute sans sortie » comme le disait, référence suprême, Yves-Thibault de Silguy, ancien membre de la Commission européenne. Première bêtise : la BCE se livre déjà à des opérations qui sont interdites par les traités ;

b) « La Grèce est prisonnière de l'euro et nous sommes prisonniers du sort des Grecs ». Deuxième bêtise : la Grèce reste un État souverain qui peut du jour au lendemain sortir de l'euro, dévaluer, établir un contrôle des changes et jeter à la mer la troïka européenne. D'où une conclusion martiale :

c) « Oui, il faut y aller ! Il faut prendre les rênes, acter la faillite de la Grèce en la laissant dans la zone euro ». Comment ? « la BCE va monétiser la dette grecque » et « la Grèce va devoir passer à la vitesse supérieure en matière de réformes, il va probablement falloir mettre des militaires dans les rues, oui ! Ce n'est peut-être pas la Grèce des Colonels mais il va falloir faire les choses de manière très rapide, très visible, très efficace » puisque la Grèce ne lève pas l'impôt. Nicolas Doze ne dit pas qu'il faut mater la révolte populaire

mais c'est implicite car ce n'est pas l'armée dans la rue qui va assurer de meilleures rentrées fiscales.

Les Grecs, qui avaient subi les fameux colonels de 1967 à 1974, seront ravis d'apprendre que la dictature militaire, qui avait permis la mise en place de l'ultra-libéralisme au Chili de Pinochet, est explicitement requise pour maintenir la Grèce dans la zone euro.

Ayant abusé de l'ouzo, du porto et de la manzanilla le soir du 13 septembre, j'ai rédigé les plans de transformation de la gouvernance de la zone sud de l'euro en gouvernement militaire : l'opération Papadópoulos (Athènes) préconisée par Nicolas Doze devra être reprise dans les pays à gros problèmes qui ont l'habitude des régimes à poigne : opération Caudillo en Espagne, opération Benito en Italie, opération Salazar (un autre maniaque de la monnaie forte) au Portugal. Les juntes des différents pays pourront supprimer les congés payés - ce qui fera plaisir à la Folcoche de Berlin - et privatiser la protection sociale. Mais des vacances seront offertes aux contestataires dans l'île de Leros et aux îles Lipari ou dans des colonies pénitenciaires privatisées. La torture physique sera remplacée par le passage en boucle, 20 heures sur 24, des discours de Jean-Claude Trichet.

Colonel SPONZ

■ (1) http://www.dailymotion.com/video/xl29qo_nicolas-doze-13-09-2011-il-va-falloir-mettre-des-militaires-dans-les-rues-en-grèce-bfm-business-13-s_news

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Pinochet le retour - p.3 : Vérités sur le dette - p.4 : Délires - Propositions pour une réforme - p.5 : Turqueries - p.6/7 : Au pays des Tadjiks - p.8 : Le piège américain - p.9 : Jean-Claude Michéa le vrai radical - p.10 : Le grand tour des Pinçon - Dessins à dessein - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Ce qui s'effondre.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.99.20

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. paritaire 0514 G 84801

ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Vérités sur la dette

Depuis que nous évoquons la dette, d'un point de vue plus politique qu'économique, il serait temps d'entrer un peu plus précisément dans le détail du sujet pour en comprendre les causes et les enjeux.

Si l'on s'en tient à la stricte définition fixée par les traités européens, ne participant à la dette que les conséquences des déficits des administrations, publiques et locales, et des organismes sociaux. En tout, quelques 1 850 milliards, dont 1 350 pour l'État à lui seul. 84 % du PIB en 2011, en croissance forte et constante. Chose curieuse, c'est la proportion que l'on estime pour l'année 1789...

Notons que ce chiffre qu'on nous serine du matin au soir compare un stock, la dette, à un flux, le PIB. Ce dernier montant, mesurant la richesse nationale produite à l'intérieur du territoire quelle que soit la nature des intervenants se renouvelle chaque année. Le souci vient du fait que la croissance est trop faible pour permettre une vraie reprise et donc un mieux dans les comptes publics. Pour autant, le montant de la dette lui croît mais ne se renouvelle pas. Si l'on s'en tient à la durée moyenne des engagements, le véritable poids de ce montant astronomique devrait être réparti sur sept années, ce qui ramènerait le ratio à 12 % l'an environ et constituerait le vrai poids (moyen).

Durant son histoire, la France a connu des chiffres bien plus importants, notamment en 1944 où le ratio est monté à 190 %. Les moyens de désendettement ont été di-

vers à travers les âges, de l'extorsion de leurs avoirs aux banquiers lombards et juifs au Moyen Âge, jusqu'au trafic de la valeur des monnaies ou encore la chasse aux traitants ; bien des choses ont été essayées et souvent réussies puisque qu'une fois seulement le pays à fait défaut, c'était en 1796.

Quant à sa structure, la dette publique française croît depuis 1975. Là vient la première surprise. Si l'on tient compte des différents gouvernements depuis cette date, la dette a augmenté plus fortement sous les gouvernements de droite. En pourcentage du PIB, la dette a crû de 22 à 30 % de 1981 à 1986, de 30 à 33 % entre 86 et 88, 34 à 40 % entre 89 et 92, de 46 à 57 % entre 93 et 96, de 59,5 à 57 % de 97 à 2001 ; de 59 à 64 % entre 2002 et 2006 et enfin de 64,2 à 84 % entre 2007 et 2011. La politique fiscale menée depuis 2002 est responsable de 20 % du montant de la dette.

Arrêtons-nous sur ce point. Il est vrai que le gouvernement Jospin avait déjà fait baisser, voire supprimé, des impôts et des taxes. La France était alors dans une phase de bonne croissance économique mais même moindre, le déficit était toujours là. Depuis 2002, les baisses de la fiscalité sur certains secteurs de la population ont continué mais sans corrélation avec des baisses structurelles de dépenses. Hors les années 2005 et 2006, elles

ont aggravé la situation de manière sensible et les derniers cadeaux faits (TVA et ISF) ont sciemment plombé les comptes.

De plus, la chute du nombre de cotisants à la sécurité sociale et la hausse constante des dépenses ne peut que précipiter les comptes dans le gouffre. Il faut aussi avouer que les exonérations de charges – consenties par souci politique – ont un effet délétère puisqu'elles creusent symétriquement deux trous différents sans que leur utilité n'ait jamais été démontrée.

Si la France est endettée, elle a aussi des actifs. Le patrimoine global est estimé à 2 273 milliards dont 859 d'actifs financiers. On pourrait donc penser que la situation n'est pas si mauvaise si ce n'est que l'État ne possède qu'une petite part de ces actifs (180 M) et que le principal du patrimoine non circulant appartient aux collectivités locales. En outre, si la protection sociale pèse dans les déficits, les actifs sont estimés à 200 milliards, bien loin de son montant de dettes. Pour l'État, le montant net s'établit à 968 M en 2009, soient 61 % du PIB.

La situation des pays comparables à la France est contrastée. Si l'on s'en tient à l'endettement global - public plus privé - la France doit à l'extérieur environ 30 000 milliards d'euros, soient 162 % du PIB alors que ce ratio se porte

à 350 % pour les États-Unis. De plus, si l'on prend en compte les créances diverses de notre pays, le montant est proche de zéro.

Le problème principal vient du service de la dette. En modifiant les statuts de la Banque de France, la Loi du 13 janvier 1973 a mis un terme à la possibilité d'avances à bas coûts du Trésor. Selon Valéry Giscard d'Estaing le but était alors de créer un marché. Depuis, l'État et les différents intervenants doivent se fournir sur les marchés financiers dans des conditions de coûts qui n'ont plus rien à voir. Résultat, aujourd'hui 58 % de la dette est détenue par des étrangers dont 40 % pour l'U. E. Sur les 42 % tenus par des résidents, 60 % sont dans des contrats d'assurance-vie, 20 % détenus par des sociétés de crédit et 17 % dans des OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières). Il est vrai de dire que l'euro nous a permis d'emprunter moins cher que du temps du franc.

C'est l'Agence du Trésor qui gère en émettant des OAT (Obligations Assimilables du Trésor) ou des BTF (Bons du Trésor Français). Les durées de vie de ces différents outils sont variables, de 3 mois à 50 ans. La moyenne se situe à 7 ans en 2011. Le souci est que cette longévité moyenne s'est accrue depuis 10 ans, elle n'était que de 5,4 ans en 2004. Il faut en outre tenir compte de l'inflation qui, même faible, appesantit les remboursements d'année en année. Il faut trouver en 2011 220 M dont 100 pour le seul service de la dette. On emprunte pour rembourser. Le déficit budgétaire est causé en majeure partie par les remboursements. Seules les années 2005 et 2006 étaient équilibrées si on retire ce poste. Ce n'est plus le cas chez nous aujourd'hui où le malthusianisme fiscal a grandement dérégulé cette situation, alors que même en Italie, sans le service, les comptes ont été constamment équilibrés.

Charles GUÉMÉNÉ

Madame Ginette Hess Skandrani est une personne éminente « écologiste, membre co-fondatrice des Verts, présidente de "La Pierre et l'Olivier" réseau de solidarité avec le peuple de Palestine, co-fondatrice de la commission d'enquête non gouvernementale sur la vérité en Libye ». Madame Ginette Hess Skandrani est une personne bien informée, ainsi sur son blog *La Voix de la Libye* (<http://lavoixdela libye.com/?p=1006>) l'on apprend qu'en Libye « 17 mercenaires français et britanniques [ont été] capturés à Bani Walid par les forces loyalistes. »

Et notre dame de poursuivre : « Ces éléments viennent confirmer ce que nous dénonçons depuis plusieurs semaines, c'est à dire la présence en Libye de mercenaires monarchistes financés par la CIA et armés par l'OTAN via deux officines monarchistes : un groupe dénommé SYLM qui sert de réceptacle financier et la Conférence Monarchiste Internationale qui recrute et encadre ces mercenaires monarchistes. »

Et là je m'insurge : **on ne nous dit rien ! on nous cache tout !** Je fais partie personnellement du groupe SYLM (Support Your Local Monarch), la Nouvelle Action royaliste est adhérente à la Conférence monarchique internationale et c'est seulement par le blog de cette dame que j'apprends ces nouvelles époustouflantes. Ah ! j'aurais dû me méfier lorsque Bertrand Renouvin m'a dit cet été qu'il partait au Kirghizistan, sans doute pour lever des milices. Et puis le prince Jean au Tadjikistan (voir p.6-7) ne serait-ce pas pour inspecter les mercenaires monarchistes ?

Yvan AUMONT

Propositions pour une réforme

Cinq spécialistes des questions de santé publique, viennent de publier un *Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire*. Objectif : placer la santé au cœur de la campagne électorale à venir.

Dans un ouvrage (1) aussi revigorant que le fut en son temps l'opuscule de Stéphane Hessel *Indignez-vous*, les professeurs de médecine André Grimaldi et Olivier Lyon-Caen, le docteur François Bourdillon, Didier Tabuteau, (titulaire de la chaire de Santé à Sciences Po) et le sociologue Frédéric Pierru dénoncent une *dépolitisation* des questions de santé et proposent l'instauration d'un débat citoyen sur l'avenir de notre système de soins.

Nos auteurs, rejoints par quelque cent vingt-trois universitaires (toutes disciplines confondues) et personnalités des Arts et des Lettres, partent d'un constat : les choix effectués en 1945 en matière de santé, fondés sur deux principes, la solidarité (les riches paient pour les pauvres, et les biens portants, pour les malades) et l'égalité d'accès aux soins, sont en cause. Depuis plusieurs années, ils observent, et les patients avec eux, une nette aggravation des inégalités et une privatisation rampante du secteur, conséquences d'une progression des assurances privées et des mutuelles dans la part des soins remboursés, et d'un partenariat public-privé dans les hôpitaux censé accélérer la réalisation des projets, répartir le risque entre les opérateurs, réduire le coût global...

Hasard du calendrier, en même temps que paraît ce

Manifeste, de nombreux articles de presse révèlent le retard pris dans la livraison de l'hôpital Sud francilien qui, à plus ou moins brève échéance, devrait remplacer plusieurs établissements de cette zone géographique. A l'origine, ce projet devait coûter 344 millions d'euros à Eiffage (entreprise privée). En contrepartie, l'État s'acquittait d'un loyer de 38 millions par an pendant trente ans (soit au total 1,2 milliards) dont les deux tiers pris en charge par la Sécurité sociale. Au final, l'hôpital qui devait être opérationnel début 2011 n'est toujours pas ouvert et coûte à ce jour 500 millions de plus et cent trente défauts de construction y sont déjà constatés. Fin septembre, une enquête réalisée par le ministère de la Santé met en lumière le malaise des médecins hospitaliers qui se plaignent d'une dégradation de leurs conditions d'exercice. Toujours fin septembre, l'UFC-Que Choisir dénonce l'augmentation du coût de la santé pour les plus de 60 ans qui dépensent deux fois plus pour leur mutuelle que les personnes en activité.

Nos éminents spécialistes ne se contentent dans leur *Manifeste* de dénoncer, ils ouvrent des pistes de réflexion. Les cotisations : faut-il les augmenter ? les diminuer ? sur quels revenus les asséoir ? La même question se pose pour les remboursements. Quel rôle et quelle place réserver aux

complémentaires santé ? Les dépassements d'honoraires des médecins libéraux : faut-il ou non bloquer l'installation des médecins en secteur 2 (tarifs libres) ? Faut-il supprimer les allègements de cotisations ? Comment responsabiliser les malades et développer la prévention ? A toutes ces questions (et à de nombreuses autres) ils apportent leurs réponses. Retenons en une qui nous semble primordiale pour l'avenir de la Sécu : le professeur Grimaldi et ses complices proposent de augmenter le remboursement des soins courants. Certes, une telle mesure coûterait la bagatelle de 7 milliards, mais elle permettrait aux classes moyennes qui ont le sentiment de toujours payer plus et d'être de moins en moins remboursées de ne pas se détourner de la solidarité nationale au profit des assurances privées et des mutuelles. Celles-ci l'ont d'ailleurs bien compris qui par des campagnes de publicité agressives, tentent de mettre la main sur le magot de sécurité sociale.

On voit, par-là, l'urgence et la nécessité, comme le réclament les auteurs du *Manifeste*, d'organiser un large débat sur le devenir de notre système de santé, dont les citoyens sont petit à petit dépossédés au profit d'intérêts financiers. La campagne pour l'élection présidentielle serait le moment approprié pour lancer ce débat. Avis aux candidats !

Nicolas PALUMBO

(1) « *Manifeste pour une santé égalitaire et solidaire* » - Odile Jacob, 190 pages, prix franco : 14 €

 Achat immédiat

Turqueries

La Turquie se rappelle qu'elle fut une puissance méditerranéenne avant d'être européenne.

L'histoire pourrait ici se lire à l'envers.

Le chemin le plus court d'Ankara à Bruxelles passe-t-il par Tripoli et Tunis ? Les Eurocrates sont sceptiques. Mais Sarkozy et Cameron sont inquiets. Ils avaient quelque raison de précipiter leur marche de la victoire à Benghazi alors que le Premier ministre turc Erdogan venait se positionner pour engranger les dividendes de la paix.

Au Caire, à Tunis et à Tripoli, en attendant Damas et Ramallah, il est en passe de rafler la mise. Il a bien vu le boulevard qu'ouvrirait à lui le printemps arabe, privant le monde arabe de toute direction. Les mouvements populaires de la rue arabe n'ont fait émerger nulle part de figure charismatique, au contraire des coups d'État militaires d'il y a trente ou soixante ans.

Dans ces conditions, Erdogan sait par expérience ce qui risque d'arriver : un succès de la mouvance islamiste surfant sur le vide est inacceptable tant pour les puissances extérieures que pour l'armée, style Algérie 1990. Il l'a vécu en Turquie dans sa chair avec les précédents malheureux des divers partis populistes recréés sous des noms successifs (de Menderes à Erbakan et Turgut Ozal) jusqu'à ce que les politiques comprennent qu'un parti démocrate musulman ne pouvait prospérer et être accepté qu'à certaines conditions : donner la priorité à l'économie, jouer la carte européenne et occidentale, inventer une laïcité positive.

Erdogan, au pouvoir depuis 2003, confortablement réélu en juin dernier, aura en une décennie changé la Turquie hors de toute proportion, rempli pratiquement tous les critères de droit européens, fait rentrer l'armée dans le rang, basculé la politique extérieure d'un nationalisme pan-touranien à une posture de pays mondialement émergent à responsabilités régionales élargies (jusqu'à la côte orientale de l'Afrique).

Nous n'étions pas de ceux qui redoutaient une adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Certains ont aujourd'hui beau jeu de dire : « voyez le loup que vous vous prépariez à faire entrer dans la bergerie » (ou le cheval de Troie) ; pour ceux-là, il ne fait aucun doute qu'Erdogan révèle son vrai visage en allant propager la bonne parole aux musulmans arabes et en rompant ses relations avec Israël. Mais qu'est ce que l'Union européenne fait d'autre ? La politique méditerranéenne des Sarkozy, Cameron et quelques autres, n'est rien d'autre qu'une nouvelle politique arabe, voire musulmane, de la France et de l'Angleterre.

Traditionnellement, cette politique a été adossée à l'alliance avec la Sublime Porte. Pourquoi aujourd'hui se livrer à une compétition on ne peut plus sottie et enfantine autour des nouveaux pouvoirs démocratiques arabes ? Ne serait-on pas beaucoup plus forts si nous agissions en cohérence ? La stratégie d'Erdogan ne doit pas être vue comme un substit

tut ou une alternative à l'Europe et vice versa.

Il n'est même vis-à-vis d'Israël et des Palestiniens que les deux ne soient en phase. Erdogan a manœuvré de main de maître, en s'imposant comme tête chercheuse d'une nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient (annoncée par Obama en mai dernier) ; le Turc peut se permettre ce que les autres veulent mais n'osent pas vis-à-vis du gouvernement israélien. Il ne tenait qu'à Paris, Londres, Madrid et Rome d'en faire autant avec la diplomatie turque, avec une crédibilité accrue. La Turquie est devenue sans coup férir la puissance dominante en Méditerranée orientale (et bientôt aussi occidentale).

Oublions même l'État palestinien/onusien de Mahmoud Abbas. Erdogan a bien compris que l'enjeu était d'abord à Gaza, parce que c'est le seul territoire qui peut être véritablement indépendant, grâce à l'accès maritime, et donc une zone économique (pétrolifère), et parce que c'est une marmite explosive pour tout le monde autour de la Méditerranée. « Ne pas désespérer Gaza » : à défaut de l'Égypte, la Turquie est la seule à pouvoir le tenter.

La stratégie turque à Gaza rappelle l'irritant chypriote. Il y a quelque parallèle entre la situation palestinienne (et surtout de Gaza) et celle de la république de Chypre du Nord. De là à imaginer la petite annonce bruxelloise : « Échangerait volontiers Grèce contre Turquie ».

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ROUMANIE** – Le 25 octobre 2011 va marquer une première dans l'histoire récente de la Roumanie avec une séance spéciale au Parlement en hommage au roi Michel à l'occasion de ses 90 ans (voir *Royaliste* n°996). La décision finale du Parlement est intervenue à l'issue de deux jours de controverses et d'un changement de position de la part des représentants du pouvoir qui s'étaient initialement opposés à cette invitation. La décision d'inviter le roi Michel a été adoptée par 203 voix contre 3 et 46 abstentions. L'ancien ministre de la culture, Theodor Paléologue a déclaré : « La raison invoquée par le gouvernement, selon laquelle le roi Michel ne serait pas un chef d'État ne tient pas. Accepter l'invitation du Roi est une question d'honneur, il s'agit d'un rendez-vous avec notre histoire. »

◆ **ARABIE SAOUDITE** – Pour-suivant son projet de réformes, le roi Abdallah Ibn Abdelaziz a annoncé lors de la séance d'ouverture du Majlis al-Choura (conseil consultatif) l'octroi aux femmes du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales. Le souverain a également déclaré : « Nous avons décidé que la femme participe au Majlis al-Choura en tant que membre, à compter du prochain mandat » ajoutant : « Nous refusons la marginalisation du rôle de la femme dans la société saoudienne dans tous les domaines » prenant à contre-pied les islamistes extrémistes qui s'opposent, au nom de la religion, à toute amélioration du statut de la femme en Arabie saoudite.

◆ **SERBIE** – Dans un entretien accordé au journal russe *Écho de la planète* le prince héritier Alexandre de Yougoslavie a plaidé pour l'instauration d'une monarchie constitutionnelle dans son pays. « Il serait bon pour la Serbie d'avoir une monarchie constitutionnelle parlementaire parce que la tête de l'État serait une personne neutre et non un président ou un membre d'un parti politique », « cela donnerait de la Serbie une image positive dans le monde » a-t-il ajouté. Le prince a affirmé que beaucoup de membres de partis politiques seraient favorables à l'idée d'une monarchie mais que leurs dirigeants y sont opposés la considérant comme une sorte de concurrence. Mettant en avant des pays comme l'Espagne, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Norvège, le Japon ou le Canada il a fait remarquer que c'étaient les pays les plus démocratiques et les plus socialement avancés.

◆ **AUSTRALIE** – C'est en temps que chef du Commonwealth que la reine Elizabeth II présidera en octobre la réunion bi-annuelle des chefs de gouvernement du Commonwealth à Perth en Australie. La reine, accompagnée de son époux le prince Philippe fera, à cette occasion, une visite dans les principales villes du pays Canberra, Brisbane et Melbourne. Sa précédente visite remontait à 2006 mais le prince William, son petit-fils et deuxième en ligne de succession était venu en visite officielle la représenter il y a quelques mois.

Au pays des Tadjiks

Terre ancestrale de communication entre Moyen et Extrême Orient, l'Asie centrale est aussi un lieu d'affrontements, et l'un des points d'effervescence du monde actuel. L'engagement français en Afghanistan en est un signe tangible. Le prince Jean souhaitait s'en faire une idée personnelle. Il savait pouvoir compter sur l'accueil de diplomates qui, ayant en charge l'image de la France à l'étranger, savent ce que peut lui apporter le témoignage personnel d'un prince français. Le prince Jean a accepté de nous expliquer sa démarche.

■ **Royaliste : Comment s'est passé votre séjour en Asie centrale ?**

Mgr le prince Jean : Le voyage a été passionnant. Deux avions, une escale à Istanbul, au total une douzaine d'heures de déplacement qui permettent de bien mesurer la distance parcourue : je n'étais jamais allé aussi loin à l'est ! Mais je voulais avoir une idée générale de l'Asie centrale. C'est à partir du Tadjikistan que j'ai abordé cette région hautement stratégique. J'ai pu voir le monde à partir d'un nouveau point de vue : la Chine n'est pas loin, l'Afghanistan est de l'autre côté de la frontière tadjike et le conflit afghan est bien sûr très présent puisqu'un détachement français de l'Armée de l'air est installé sur l'aéroport de Douchanbé. C'est de là que partent nos Transall pour Kaboul. Malheureusement, je n'ai pu emprunter un de ces appareils pour me rendre en Afghanistan comme j'en avais l'intention. Ce qui m'a permis de voir plus longtemps le Tadjikistan, grâce à l'ambassadeur de France, Henry Zip-

per de Fabiani, et aux représentants de l'Aga Khan.

Je dois dire que la surprise de la découverte n'a pas été complète pour moi car avant de partir j'avais pu m'entretenir avec des diplomates et des savants qui connaissent très bien l'Asie centrale : je veux tout particulièrement remercier Jean-Paul Guinhut, qui a été ambassadeur de France à Kaboul, Yves Manville, qui était avant l'été au Bureau

Afghanistan-Pakistan du Quai d'Orsay et qui est maintenant conseiller à l'ambassade de France en Afghanistan.

■ **Royaliste : Votre première impression, en arrivant à Douchanbé ?**

Mgr le prince Jean : L'empreinte soviétique est manifeste : la ville a été dessinée par les architectes soviétiques à l'époque de Staline qui avait décidé de bâtir la capitale de

la nouvelle république socialiste en un lieu dépourvu de toute histoire antérieure. Le palais présidentiel, édifié voici peu, dit clairement que nous sommes dans un pays dirigé de manière autoritaire, mais avec une organisation qui n'est pas très rigoureuse, une police très présente mais qui recherche de menus avantages en arrétant les automobilistes pour les contrôler. Le président fait actuellement construire une grande bibliothèque. Comme il n'y a pas assez de livres pour fournir ses rayons, chaque étudiant doit en apporter un ! On est à mi-chemin entre une République musulmane et un pays soviétique, avec des statues de Lénine et des rues qui portent son nom. C'est un composé tout à fait différent de ce que j'ai vu au Maroc ou au Liban. Il n'y a pas de classes moyennes, mais seulement des très riches et des très pauvres.

J'ai eu la joie de fêter le 14 juillet à l'ambassade de France. En présence du ministre tadjik des Affaires étrangères, j'ai pu exposer aux invités les raisons de mon séjour au Tadjikistan. J'ai pu m'entretenir avec les ambassadeurs de Grande-Bretagne, des États-Unis, d'Arabie saoudite et j'ai beaucoup parlé avec notre attaché militaire, avec le colonel qui commande le *Détachement aérien français* (DETAIR), les officiers français et la communauté française.

À Douchanbé, j'ai visité le centre d'accueil pour les en-



■ **Avec les officiers français**

fants des rues qui est organisé par l'Association Karen Mane, présidée par Danièle Mane. Le travail accompli par cette association, très soutenue par l'Ambassade de France, est tout simplement admirable. J'ai eu la joie d'assister à la messe, à la mission catholique de Douchanbé qui est tenue par des religieuses indiennes de la congrégation de Mère Teresa et j'ai visité le nouveau centre ismaélien de Douchanbé en compagnie de M. Munir Merali, qui est le représentant résident de l'Aga Khan Development Network (AKDN) à Douchanbé.

■ **Royaliste : Vous avez également visité le sud du pays...**

Mgr le prince Jean : Je suis allé dans le sud du Tadjikistan avec l'ambassadeur de France, à trois heures de route de Douchanbé - plus précisément dans la région du Khatlon, à Pyandj, petite ville située au bord de la rivière du même nom qui sépare le Tadjikistan et l'Afghanistan.

Là, les Français sont très impliqués dans l'agriculture grâce à l'Agence de coopération technique et de développement (ACTED) qui est active depuis de nombreuses années : il y a des coopératives agricoles qui marchent très bien de même que la laiterie ; on produit des fruits, des pastèques, des graines de céréales et de pommes de terre. J'ai également vu le barrage de Nurek, à deux heures de route de la capitale, qui est actuellement en cours de réhabilitation avec la participation des Français d'Alstom. Vous savez que la question de l'eau et la production hydroélectrique sont des enjeux très importants pour le Tadjikistan et pour l'ensemble de l'Asie centrale - où les conflits sur l'eau sont anciens et très sérieux. Le barrage est d'ailleurs sous la haute surveillance d'unités spéciales de la police.

C'est l'organisation de l'Aga Khan qui m'a permis de connaître le Pamir. Nous sommes partis de Douchanbé en hélicoptère, j'ai vu l'université d'Asie centrale qui est en construction au-dessus de Khorog, selon un projet qui m'a beaucoup impressionné. J'ai vu aussi le travail réalisé dans le domaine des adduc-

tions d'eau et pour la canalisation du Pyandj afin que les terres ne soient plus inondées. J'ai vu également le barrage situé au-dessus de Khorog, qui a été en partie financé par l'Aga Khan et qui a été achevé voici peu : il alimente en électricité la capitale du Badakhshan et c'est là un progrès très important dans une région où les températures hivernales sont glaciales.

J'ajoute que j'ai beaucoup aimé le Pamir : les paysages sont superbes, la montagne est magnifique, les femmes en habit traditionnel donnent beaucoup de charme aux rues de Khorog. J'ai pu traverser le Pyandj sur le pont construit par l'AKF en compagnie de militaires tadjiks et j'ai passé un petit moment en territoire afghan. Le Badakhshan est une région très sensible : la frontière avec l'Afghanistan s'étend sur des centaines de kilomètres et elle est difficile à surveiller car la rivière Pyandj n'est pas très large. Pour les trafiquants de drogue, les points de passage sont innombrables. Il faut également sécuriser la frontière sur le plan militaire.

L'organisation de l'Aga Khan m'a beaucoup impressionné. Il dirige une fondation, il construit, il a ses propres banques et cette organisation multinationale est présente dans de nombreux pays : le Canada, la Grande-Bretagne, l'Afrique de l'Est et bien entendu l'Asie centrale, tout particulièrement le Tadjikistan car la population de la région autonome du Haut-Badakhshan - le Pamir - est chiite ismaélienne alors que les sunnites sont majoritaires dans les autres régions qui composent le Tadjikistan.

Descendant direct du Prophète, le prince Karim Aga Khan entretient un lien mystique avec les Ismaéliens et développe une conception à la fois traditionnelle et moderne de l'Islam. Sa fondation est très appréciée par les autorités tadjikes car sa contribution au développement du Pamir est décisive pour l'avenir de cette région et elle s'effectue sans aucun sectarisme. Ses réalisations pratiques sont remarquables - qu'il s'agisse de l'enseignement, de l'archi-



tecture, du développement rural, de la production d'énergie.

■ **Royaliste : Et la présence française ?**

Mgr le prince Jean : Il y a une présence française au Tadjikistan mais elle est encore trop modeste car l'Asie centrale est très importante pour l'avenir : il y a de nombreux domaines dans lesquels les entreprises françaises pourraient investir. Bien sûr, il est important que les futurs investisseurs comprennent bien les spécificités du Tadjikistan : la diversité des différentes régions et des populations, il y a l'enclavement du pays car les frontières administratives dessinées à l'époque de Staline ne sont pas faciles à franchir depuis que les Républiques d'Asie centrale ont pris leur indépendance depuis vingt ans.

J'ai aussi constaté que la Russie continuait d'attirer les Tadjiks, qui vont y travailler en très grand nombre - ce qui est une source importante de revenus pour le Tadjikistan. Mais l'absence de nombreux hommes pose des problèmes familiaux et humains qui sont

malheureusement très sérieux. Il faut aussi bien comprendre que le Tadjikistan vu de Paris paraît être un tout petit pays sans importance alors qu'il est à un point central : proche de la Chine, de l'Iran, du Kazakhstan, pas loin de la Russie, profondément marqué par sa double culture persane et russe... Les héritages culturels sont complexes et d'une grande importance pour l'histoire qui est en train de se faire dans cette partie du monde.

Bien entendu, il est important, pour les industriels et les commerçants français, de connaître les autres anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale : le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et aussi le Kazakhstan qui est le pays le plus riche de la région grâce à ses ressources naturelles. Pour la France, qui jouit d'un grand prestige dans cette région du monde, il y a des belles et grandes tâches à accomplir dans le domaine de la coopération pour le développement !

Propos recueillis par Bertrand Renouvin

Le piège américain

L'Amérique procède d'une idéologie qu'il faut connaître pour comprendre la conception américaine de la guerre - fondamentalement différente de celle des Européens.

Artisan de la doctrine militaire française et fin connaisseur des États-Unis, le général Desportes publie un livre sur la culture stratégique américaine (1), qui explique les innombrables déconvenues passées et présentes du gouvernement des États-Unis et qui souligne l'inadaptation de son armée aux nouvelles formes de guerre.

Une armée est l'expression du peuple et de l'histoire de la nation qu'elle est chargée de défendre. Pour comprendre la manière dont la guerre est conçue et menée par les Américains, il faut savoir comment les États-Unis se représentent à eux-mêmes et comment ils se situent dans le monde. Citant de très nombreux auteurs, le général Desportes rappelle que les mythes fondateurs de la nation américaine sont essentiellement religieux. Les *Pères Pèlerins* sont dans le plan divin : à ceux qui ont fui la vieille Europe corrompue, la Providence a réservé un monde pur où les vrais croyants pourront édifier une cité illuminant toute la terre. Tous les présidents des États-Unis l'ont répété : l'Amérique est l'instrument de Dieu, les idéaux qu'elle porte valent pour l'humanité entière et sa responsabilité historique est à tous égards exceptionnelle.

Le sentiment de cette prédestination implique la croisade civilisatrice et

redemptrice. Il en résulte un racisme assumé, qui s'est traduit par l'extermination des Indiens et par l'esclavage des Noirs puis par des ségrégations de fait. De surcroît, les *Teutons de langue anglaise* vénèrent un Dieu autoritaire qui privilégie les bons et qui punit les méchants. Comme l'Amérique est son bras armé, la guerre à l'américaine sera logiquement conçue comme une entreprise morale et punitive.

Ce n'est pas tout. La culture américaine glorifie l'efficacité, celle de l'homme qui va de l'avant, celle du peuple en mouvement permanent, optimiste, résolu, à la fois pragmatique et inspiré, toujours en route vers une nouvelle frontière. Telle est la version américaine de la volonté de puissance. Cela peut donner le meilleur (le *New Deal* de Roosevelt, la *Grande Société* de Lyndon Johnson) et le pire lorsque les États-Unis de George W. Bush déclenchent leurs soldats.

Le paradoxe, c'est que les Américains, toujours méfiants à l'égard des militaires, haïssent la guerre qui interrompt les affaires et fait disparaître la férule d'une autorité centralisée. La guerre n'est pas, comme en Europe, la cruelle et banale conséquence des disputes de voisinage, la continuation de la politique par d'autres moyens qui implique que l'on fasse la guerre en vue de la

paix par la voie d'un compromis politique. Pour les Américains, la guerre est faite pour abolir le Mal, pour punir définitivement les criminels qui ont troublé l'ordre pacifique qui régnait dans l'Amérique vertueuse et prospère. Il faut donc agir vite, et de manière radicale : la guerre des purs, des gens moraux, des pacifistes, est une guerre totale qui a pour but l'extermination de l'ennemi : il n'y a pas de compromis possible avec le Méchant. Bien entendu, lorsque l'Amérique part en croisade, c'est pour elle-même comme l'affirmait en 2009 le doux Obama : « *L'Amérique agira selon ses valeurs et elle dirigera par l'exemple.* »

Parce que la guerre des Américains est toujours une guerre morale - Lionel Jospin reprendra ce thème lors de l'agression de 1999 contre la Yougoslavie - le souci politique est disqualifié. « *L'un des effets pervers les plus graves de cette confusion entre l'ordre politique et l'ordre moral est que, dès lors que les Américains déniaient à leurs adversaires la légitimité morale, ils lui déniaient aussi sa légitimité politique, ce qui rend toujours difficile l'issue des guerres américaines* » écrit le général Desportes. Cette tendance est aggravée par le fait que le pouvoir politique laisse à ses généraux une pleine liberté d'action dans la conduite des opérations militaires - dès

lors que les buts de la guerre sont définis selon la morale américaine, les intérêts des États-Unis, les enjeux de politique intérieure et les émois de l'opinion publique.

La guerre américaine n'est pas la continuation de la politique mais son échec : elle est l'affaire des techniciens chargés du travail de destruction totale de l'ennemi et qui n'éprouvent aucun intérêt pour les sociétés au sein desquelles ils opèrent. D'où les violentes déconvenues en Irak et en Afghanistan.

Cette autonomie des militaires tient aussi à la géopolitique : les États-Unis se sont vus jusqu'au 11 Septembre dans une position inexpugnable et la guerre reste pour eux une projection de forces à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Leur objectif : la destruction scientifiquement planifiée de l'ennemi, par des techniques appropriées : cela vaut pour la très meurtrière guerre de Sécession (*Civil war*) comme pour la guerre du Viêt-Nam. Cela permet d'écraser l'Allemagne et le Japon mais toute cette puissance est mise en échec par les modernes combattants des guerres asymétriques qui sont regardées sous l'angle policier. On recense des **États-voyous**, on traite leurs ressortissants comme des délinquants ce qui vient encore renforcer l'effacement du Politique : on ne négocie pas avec les voyous, on leur applique la loi, un point c'est tout.

Certains stratèges américains se rendent compte du piège de la surpuissance mais la culture américaine de la guerre reste terriblement prégnante. La France a tout intérêt à s'y opposer.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Général Vincent Desportes - « **Le piège américain, Pourquoi les États-Unis peuvent perdre les guerres aujourd'hui** », Économica, 2011, préface d'André Kaspi, prix franco : 20 €. 

📖 Une version plus complète de cet article est publiée sur mon blog www.bertrand-renouvin.fr

Jean-Claude Michéa, le vrai radical

Le vrai radical, c'est celui qui, selon l'étymologie, va jusqu'aux racines. Mieux que quiconque, parmi les penseurs du politique, Jean-Claude Michéa mérite ce qualificatif qui renvoie aux fondements du lien social. Son dernier essai le distingue encore plus dans cette orientation qui relie étroitement la réflexion sur la cité à l'anthropologie. Loin de nous faire oublier nos difficultés actuelles, une telle démarche nous permet de les saisir le plus profondément, au rebours des préjugés du moment. Et l'un des plus paralysants de ces préjugés réside dans le refus obstiné du retour en arrière, de la perception de nos enracinements. Le moderne se veut émanicipé de toutes déterminations et poursuit l'archaïsme comme l'ennemi de son émancipation. De là ce *Complexe d'Orphée* qui interdit tout regard en arrière qui apparaît fatal à l'image du mythe antique. Orwell parlait à ce propos de « *lifting intellectuel, auquel on recourt par une terreur du vieillissement qui relève du snobisme* ».

Orwell ! On n'est pas étonné de le retrouver dans cet essai où Michéa approfondit et complète tout son parcours antérieur, où l'*anarchiste tory* a déjà fait l'objet de deux ouvrages. Il y répond directement à deux questions posées par Stéphane Vibert, professeur au département de sociologie et d'anthropologie de l'université d'Ottawa, qui entend lui faire préciser toutes les idées antérieurement exprimées. C'est d'autant plus utile qu'aussi bien Orwell que Michéa apparaissent complètement atypiques par rapport aux courants intellectuels d'aujourd'hui. Même s'il est aussi essayiste l'auteur de 1984 est d'abord un romancier qui s'exprime sous un mode artistique, souvent impressionniste. C'est, semble-t-il, d'abord une sensibilité qui s'exprime et qui trouve ses correspondances chez un Jacques Tati, un Robert Altman ou un Clint Eastwood. Pareilles références risqueraient d'attiser le soupçon de nostalgies qu'au demeurant l'auteur ne récuse pas, d'autant qu'il s'intéresse à l'humanité dans ses dimensions ontologiques, au rebours d'une pensée-mode qui se complait dans l'artifice, le superficiel, et un constructivisme qui suppose que tout est malléable et factice dans notre espèce. Mais l'esthétique renvoie à l'éthique et à la philosophie d'autant qu'il s'agit d'interroger l'héritage plurimillénaire des sociétés humaines. Et d'autres références se bousculent alors pour conforter le refus de l'insignifiant : Walter Benjamin, l'école de Francfort, Jacques Ellul, Guy Debord, Jaime Semprun, Philippe Muray... On s'aperçoit que tous ces écrivains en réaction contre la superstition du progrès renvoient en fait à la culture humaniste. Leur différence commune tient à leur vigilance à sauvegarder ce qui est en péril avec la toute puissance du capitalisme libéral. Un

par Gérard Leclerc



Christopher Lasch et un Cornélius Castoriadis, grands lecteurs d'Orwell, se distingueront dans la famille en ce sens qu'hommes de gauche ils ressentiront plus encore la nécessité d'associer une part de conservatisme à leur combat révolutionnaire.

Au bout du compte, ils seront nombreux à se joindre à la cohorte, d'Albert Camus à l'inclassable Pasolini, qui serait bien le dernier en dépit de son homosexualité à se reconnaître dans l'idéologie de l'évolution irrépressible des mœurs. Et puisque Michéa n'hésite pas à appeler à la rescousse le réactionnaire Chesterton, on prend conscience de l'étendue des complicités... Cette transversalité, loin de s'expliquer par un vague romantisme, se comprend par la hantise commune d'une humanité en danger. Et là-dessus, Jean-Claude Michéa est d'une franchise absolue. Avec le capitalisme à l'œuvre depuis deux siècles « nous avons clairement affaire à une remise en question radicale de tous les montages symboliques qui avaient jusqu'ici permis à l'espèce humaine de survivre et d'évoluer. Remise en question qui n'en est encore qu'à ses débuts et dont aucun des pères fondateurs de l'utopie libérale (à l'exception, peut-être, du marquis de Sade) n'aurait pu imaginer la nature, l'ampleur ou même la simple possibilité. »

Toutes les complicités culturelles possibles ne sauraient réduire la solitude de tous ceux qui s'opposent à l'évolution universelle qui aujourd'hui s'est emparée de la planète entière. Car il est parfaitement illusoire d'attendre de la gauche, telle qu'elle se définit comme progressiste et depuis qu'elle a abandonné son ancrage populaire et ouvrier, la moindre velléité de résistances à la droite libérale. Droite et gauche communient dans la même certitude que la cité moderne repose sur les deux piliers du marché autorégulateur et du droit procédural : « Soit, en d'autres termes, deux processus par définition **sans sujet** destinés à remplacer le gouvernement idéologique des hommes par l'administration technique des choses, et conçus à ce titre comme des dispositifs axiologiquement neutres, pilotés par des experts (la seule valeur philosophique commune que le libéralisme reconnaisse – à savoir la liberté – étant précisément définie comme le droit pour un individu de choisir arbitrairement ses propres valeurs privées, à charge pour lui de respecter le choix symétrique des autres). »

Jean-Claude Michéa est féroce à l'égard de la *Gauche Libé* qui constitue le répondant exact à l'amoralisme libéral. De part et d'autre, c'est le même individualisme narcissique, avalisant la dynamique capitaliste conçue au demeurant comme irremplaçable à jamais. Les masques tombent et les alternances politiques deviennent illusoire. Pour contrer une telle complicité, c'est à une révolution anthropologique qu'il faut se consacrer, celle qui revient à l'origine des relations humaines fondatrices, à cette *commune décence* dont Orwell était persuadé qu'elle sauvegarderait ce qu'il y a de plus précieux dans nos sociétés, tout simplement parce que sans cet *ethos* fondamental notre humanité se défait.

📖 Jean-Claude Michéa - « *Le complexe d'Orphée – La gauche, les gens ordinaires et la religion des progrès* », Climats, prix franco : 21,50 €.

[Achat immédiat](#)

Le grand tour des Pinçon

Dessins à dessein

Dans la nouvelle édition de leur enquête sur l'oligarchie, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot racontent un tour de France dont on peut tirer de réconfortantes leçons.

Le bon propagandiste sait que n'importe quel support peut servir sa cause, à condition de l'utiliser avec discernement. Et endoctriner tout en divertissant, n'est-ce pas là la plus habile des manipulations ?

L'an dernier, Nicolas Sarkozy fut définitivement marqué comme au fer rouge par le titre d'un livre : *Le président des riches* (1) écrit par deux sociologues qui estiment que leur discipline est un sport de combat. On ne reviendra pas ici sur leur analyse (2), aujourd'hui prolongée, afin de souligner tout l'intérêt de la postface.

Les auteurs racontent leur tour de France, au cours duquel ils ont présenté *Le président des riches* à des publics aussi nombreux que divers : ouvriers et employés, classes moyennes, étudiants et professeurs, militants d'associations et de partis politiques.

Nous ne pouvons résister au plaisir de citer l'évocation de nos **Mercredis**, où les Pinçon sont régulièrement invités : « Réunion à la NAR, la Nouvelle Action royaliste, dans ses locaux dont la configuration et l'ambiance évoquent irrésistiblement ceux d'une section du PCF d'autrefois. Toutes sortes de gens s'y serrent, des royalistes, bien sûr, mais aussi d'anciens gaullistes, des communistes, un patchwork de sensibilités politiques réunies par le rejet du système capitaliste et des inégalités qu'il engendre. L'oligarchie est une notion en phase avec cet auditoire méfiant envers ceux qui se réclament des valeurs de gauche pour mieux servir le néolibéralisme ». Je dirai même plus : très méfiants !

Du récit coloré que les auteurs donnent de leur périple, je retiens pour ma part trois informations capitales :

- il y a un large rejet de Nicolas Sarkozy qui s'accompagne d'une volonté de toujours mieux comprendre les phénomènes de domination et les techniques par lesquelles l'oligarchie creuse à son profit les inégalités ;

- cette volonté de savoir, attestée par le succès d'autres livres, de revues et de blogs, conduit un grand nombre de citoyens à prendre au sérieux les véritables intellectuels - les chercheurs qui ont une œuvre et qui prennent soin de la populariser sans spectacles racoleurs ni concessions démagogiques sur le fond ;

- il y a un désir de mobilisation qui s'affirme depuis le référendum de 2005 et qui est renforcé par la crise et par l'étalage quasi quotidien des turpitudes du milieu dirigeant.

Voilà qui devrait faire mentir Warren Buffet : les riches n'ont pas gagné la guerre de classes, ils pourraient même la perdre brutalement.

Jacques BLANGY

📖 (1) Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot - « *Le président des riches, Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* », Nouvelle édition revue et augmentée. La Découverte, 2011, prix franco : 11,50 €. ➡ [Achat immédiat](#)

(2) Voir l'étude publiée par Bertrand Renouvin dans le n° 978 de *Royaliste*, pp. 6-7, « *Le président des riches* ».

L'a bande dessinée fut pendant longtemps un genre également méprisé, et par la bourgeoisie étriquée, et par les intellectuels progressistes, ce qui ne surprendra guère ceux qui savent qu'une intelligence bornée est d'abord bornée avant d'être intelligente. Mais certains esprits plus avisés, sans être pour autant mieux intentionnés, ont su très vite détecter le caractère intrinsèquement fascinant de la BD. Un nouveau mode d'expression qui séduit les foules ? Il faudrait être bien bête pour ne pas chercher à l'utiliser. Et les petites cases illustrées de se trouver enrôler pour la promotion des idées les plus diverses...

C'est cette **mobilisation** que nous raconte Fredrik Strömberg dans son ouvrage (format album) intitulé *La Propagande dans la BD* et sous-titré *Un siècle de manipulation en images*. Bien sûr, le sujet est immense et comme l'a écrit l'auteur dans son introduction : « *il ne s'agit pas de dresser une liste exhaustive mais d'attiser la curiosité* »... De ce point de vue, même si la BD anglo-saxonne est prédominante, sans être exclusive (la BD francophone est souvent citée, et élogieusement citée), le contrat est parfaitement rempli. En sept chapitres, où se mêlent un

texte dense et une illustration abondante, l'auteur traite l'essentiel : le Racisme, la Guerre, la Guerre Froide, la Vie quotidienne, la Religion, la Sexualité et la Persuasion politique. Le champ est large mais bien labouré.

On laissera au futur lecteur la surprise de découvrir, au fil des pages, quelques héros *pas piqués des hannetons*, comme on disait naguère... Je pense notamment à Shaloman, une sorte de Superman israélien qui semble assez largement être à la droite du Likoud ou à Saddam Hussein, *au sourire si doux*, brandissant sa mitraillette. Qu'on me pardonne une tendresse coupable pour Jack T. Chick, un baptiste américain ultra (ultra fêlé ?) qui voit dans le Pape et l'Église catholique les responsables du nazisme, du communisme, de l'islamisme et d'à peu près toutes les guerres, tout ça pour conserver en secret la puissance des empereurs romains !!! Et ce fatras est toujours régulièrement réédité...

... Choisissons d'en rire, tout en sachant que ce rire ne doit pas nuire à la réflexion.

Patrick PIERRAN

📖 Fredrik Strömberg - « *La Propagande dans la BD* », Eyrolles, prix franco : 31 €. ➡ [Achat immédiat](#)

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

CONGRÈS 2012

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **17 et 18 mars 2012**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](http://www.narinfo.fr)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Les institutions face aux menaces sur la démocratie représentative**" et, d'autre part, "**Les politiques énergétiques pour la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politi-

◆ **A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.**

◆ **La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.**

◆ **Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).**

● **Mercredi 5 octobre** - Après avoir été chef économiste au Crédit Lyonnais puis à la banque HSBC, **Antoine BRUNET** a fondé la société **AB Marchés** qui se consacre à l'étude macroéconomique des grandes puissances. Son attention se porte principalement sur l'ambition hégémonique chinoise, à laquelle il a récemment consacré un livre en collaboration avec Jean-Paul Guichard, professeur à l'Université de Nice Sophia-Antipolis.

Accaparés par la question des dettes publiques et privées, les dirigeants politiques de droite et de gauche ne veulent pas voir que la suppression des protections douanières favorise une concurrence meurtrière pour les pays européens et interdit toute réplique efficace à la stratégie impérialiste chinoise.

que du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

MERCREDIS DE LA NAR

« **Face à la Chine : que faire ?** » La politique à mettre en œuvre doit être à la fois monétaire, commerciale, diplomatique, puisque l'offensive chinoise se développe sur tous les fronts.

● **Mercredi 12 octobre** - Les primaires organisées par le Parti socialiste concentrent actuellement l'attention sur une gauche qui promet plus de justice dans la gestion des affaires publiques. Ce programme minimaliste doit être replacé dans l'histoire idéologique et politique de la gauche et dans les transformations de la société française depuis Mai 1968.

Historien de cet événement fondateur, sociologue réputé qui a le premier dénoncé la violence de la **modernisation**, **Jean-Pierre LE GOFF** examine dans son dernier ouvrage publié les contradictions et les impasses de « **La gauche à l'épreuve** ». Prise au piège de la modernité mais soucieuse de se rattacher aux traditions révolutionnaires, la gauche française partage les illusions du marché mondialisé sans cesser d'être imprégnée d'une idéologie doucement nihiliste. Sa décomposition l'éloigne de plus en plus du peuple français et de l'histoire nationale. Peut-elle arrêter ce processus et retrouver le sens de la politique ?

● **Mercredi 19 octobre** - D'abord ouvrier soudeur et syndicaliste puis élève de l'ENA, **Jacques NIKONOFF**

a été Attaché financier à New York. Ancien président d'Attac et maintenant porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), il mène campagne contre l'ultra-libéralisme et plus particulièrement contre le carcan monétaire appelé euro.

Longtemps, la dénonciation de la « monnaie unique » a paru insignifiante ou scandaleuse aux yeux de ceux qui croyaient que l'euro allait engendrer l'Europe fédérale ou, du moins, constituer une « **forteresse** » inexpugnable et protectrice. Mais il est désormais notoire que la zone euro est ruinée par ses contradictions. Jacques Nikonoff propose que l'on prenne les devants : « **Sortir de l'euro, et vite !** » Telle est bien la décision à prendre face aux logiques de récession et d'appauvrissement : il faut que les États puissent à nouveau mettre en œuvre des politiques économiques et sociales en vue du plein emploi et du bien être.

● **Mercredi 26 octobre et 2 novembre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 27 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ce qui s'effondre

Après avoir longtemps diserté sur la sortie de crise et sur l'efficacité du prétendu plan de sauvetage de la Grèce, les principaux médias sont maintenant obligés de laisser paraître, chaque jour un peu plus, des fragments de la consternante réalité. Le secteur bancaire est mal en point, la Grèce va faire défaut, la zone euro risque d'exploser.

La catastrophe en cours n'étonnera pas les lecteurs de *Royaliste* qui lisent aujourd'hui dans leur quotidien préféré un scénario écrit depuis plusieurs années par nos amis du courant hétérodoxe (1). Mais nous ne nous réjouissons pas d'avoir eu raison : le sacrifice des peuples aux dieux qui vont mourir – l'euro, le marché, le budget équilibré – est une folie criminelle que nous aurions voulu éviter. Hélas, personne en haut lieu n'a daigné écouter ceux qui, anticipant la crise, plaidaient et plaident encore pour des solutions raisonnables – plus précisément pour une sortie ordonnée de la zone euro. L'arrogance et la cupidité ont aveuglé les milieux dirigeants de droite et de gauche. Les voici, médusés, devant des effondrements qui dépassent la faible imagination de leurs éditorialistes préférés.

Ce n'est pas seulement l'euro qui s'effondre, mais l'essentiel du projet ultra-libéral. La fameuse « *forteresse euro* » qui devait nous mettre à l'abri des tempêtes n'a jamais été autre chose qu'un mythe invoqué par quelques croyants et par des nuées de profiteurs acharnés à écraser les salaires et à liquider peu à peu la protection sociale.

Ce n'est pas seulement l'euro qui s'effondre, mais la « gouvernance européenne » dans son ensemble. On a présenté comme des avancées décisives l'institution en 2009 d'une présidence stable du Conseil européen et d'un « Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ». On cherche en vain, depuis lors, une preuve d'existence politique et diplomatique d'Herman Van Rompuy et de Catherine Ashton... Le prési-



dent de la Commission européenne a lui-même disparu, victime de son inconsistance autant que des véritables rapports de force politiques. Un « ministre des Finances européen » connaîtrait le même sort tant il est vrai que c'est la chancelière allemande qui mène la barque en perdition.

Ce n'est pas seulement l'euro qui s'effondre mais la tentative fédéraliste conçue au lendemain de la guerre et que les soi-disant « pères de l'Europe » ont tenté de mettre en œuvre par divers moyens. Comme l'euro, voué à l'échec dès le début, le fédéralisme européen était un projet inepte mais exaspérant tant il a été martelé par ses idéologues.

Nous n'avons cessé de rappeler la double impasse européiste : comme l'Europe se définit par les États nationaux qui la composent, le « dépassement des nations » signifiait la mort de l'Europe ; comme une fédération n'existe pas sans un fédérateur puissant, une Europe fédérale ne pouvait se constituer sans un pouvoir despotique. De fait, le semblant de gouvernance s'est appuyé sur la bureaucratie bruxelloise et a tenté de pousser en avant le projet fédéraliste en effaçant les résultats des référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas puis en exerçant une contrainte inouïe sur l'Irlande. Ce déni de démocratie n'a servi à rien : le despotisme même pas éclairé se meurt dans la campagne sur les euro-obligations dont l'Allemagne ne veut pas ; il sera détruit par les révoltes populaires qu'il engendre d'un bout à l'autre de l'Europe.

Ce n'est pas seulement l'euro qui s'effondre mais l'ultra-concurrence : le débat sur la nationalisation des banques s'est ouvert dans la presse oligarchique et nous verrons bientôt se populariser le débat sur le protectionnisme européen, bien exposé dans maints ouvrages et dans de récents colloques.

Ce n'est pas seulement l'euro qui s'effondre mais le système oligarchique qui est dévoilé de manière toujours plus précise : les révélations sur les affaires et sur les affairistes confirment que l'oligarchie est une ploutocratie qui corrompt et qui est corrompue. Elle tente de sauver les apparences par le mensonge et le déni de réalité mais elle ne peut empêcher l'autodestruction du système dont elle a scandaleusement profité.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. par exemple la note de Jacques Sapir sur « *L'agonie de l'euro* » publiée sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/>